

L'angoisse et la dominance

par [Henri Laborit](#)

Qu'est-ce que la culture ? Quand on parle d'un individu « cultivé », aurait-il plus ou moins de chances de devenir criminel ? J'aurai tendance à définir la culture (encore que toute définition limite le contenu sémantique d'un mot, le rétrécit, le comprime, le sclérose, le chosifie) comme l'ensemble des lieux communs, des préjugés, des jugements de valeur des automatismes conceptuels, d'un groupe humain occupant un lieu à une certaine époque et qui se sont accumulés par apprentissage au cours de son histoire.

En effet, un groupe humain, dans un espace géoclimatique particulier, établit - inconscient d'ailleurs des facteurs innombrables qui entrent alors en jeu – un ensemble de relation entre les individus qui le constituent. Ces relations se réalisent par l'intermédiaire des langages et des comportements propres au groupe envisagé, langages et comportements eux-mêmes conditionnés par l'espace géoclimatique où il se trouve placé. Ces relations s'institutionnalisent dans des lois écrites, des coutumes, des concepts, qui sont l'expression des automatismes appris, transmis et reproduits de génération en génération.

Le criminel est celui qui transgresse ces lois. Autant dire que celui qui est criminel ici, ne le sera pas forcément là. C'est le règlement de manœuvre culturel qui désigne le criminel. On enferme et l'on traite pharmacologiquement comme psychotique et pervers celui qui exprime des opinions non conformes à l'idéologie étatique ici, mais on enferme et l'on traite pharmacologiquement comme délinquant et pervers là, celui qui n'est pas conforme à la notion de propriété. Seul le règlement, l'échelle de valeurs ont changé. Or, il est curieux de constater que, légalement, le criminel est celui qui s'attaque aux personnes mais aussi aux biens, les personnes étant généralement elles-mêmes considérées comme des biens, une propriété privée.

« Chez l'animal (...) le dominant n'aura plus l'occasion d'être agressif et violent tant que sa dominance ne sera pas contestée. Car le ou les dominés auront appris à leurs dépens les règles comportementales à ne pas transgresser, appris en quelque sorte la « culture » du groupe ou de l'espèce. Chez l'homme, les mêmes lois ont été à la base des hiérarchies de dominance depuis le début du néolithique... »

La notion de propriété n'est jamais remise en cause et l'on admet - sans jamais rechercher ses origines historiques ou géographiques, ni discuter les mécanismes qui, dans les systèmes nerveux humains, lui ont permis de s'exprimer - qu'elle fait partie de l'« essence » de l'homme. Pourtant, certaines sociétés humaines, certaines « cultures » ne l'ont pas connue et aujourd'hui encore, quelques-unes, peu nombreuses, sont capables de l'ignorer. On peut montrer expérimentalement que la notion de propriété n'est pas innée, ou « instinctive », mais qu'elle s'apprend. D'ailleurs l'homme, si elle était instinctive, ne se doit-il pas de « dominer ses instincts » ? Sans doute, mais seulement quand ceux-ci sont nuisibles à l'identité, à la cohésion du groupe, c'est-à-dire non conforme au règlement de manœuvre institutionnalisé par les dominants.

Il serait trop long d'entreprendre ici le rappel des lois biologiques complexes, mais que l'on peut simplifier, réglant l'activité d'un système nerveux humain en situation sociale. Disons succinctement qu'un système nerveux ne sert qu'à agir et que la pensée chez l'homme ne permet que de rendre plus efficace l'action. Un système nerveux permet donc à l'individu de contrôler ses conditions de vie dans l'espace qui l'entoure. Si cet espace était vide, l'action serait inutile. Mais il contient des objets et des êtres. Le contact d'un organisme avec eux sera favorable ou défavorable à ce que l'on peut appeler (avec beaucoup de circonspection) le maintien de son « équilibre » biologique. La seule raison d'être

d'un être est d'être, sans quoi il n'y aurait pas d'êtres. Il découvre donc très vite par expérience que le contact avec certains de ces objets et de ces êtres est gratifiant, avec d'autres douloureux, dangereux, nuisibles pour son « bien-être ». Il se souviendra de cette expérience et tentera de reproduire l'expérience gratifiante, alors qu'il fuira l'expérience désagréable ou, s'il ne peut fuir, essaiera d'en détruire la cause. Mais si, dans le même espace, un autre individu de la même espèce, ayant lui-même fait cet apprentissage veut se gratifier avec les mêmes objets et les mêmes êtres, l'un et l'autre diront : « Ils sont à moi » et naîtra entre eux une compétition pour leur obtention. Chez l'animal, le plus fort ou celui né d'une femelle dominante, aura plus de chances d'établir sa dominance et s'appropriera le bien gratifiant.

Sur ce thème, que nous avons extrêmement simplifié, car les modalités en sont nombreuses et variées, s'établiront les échelles hiérarchiques de dominance. Le dominant n'aura plus l'occasion d'être agressif et violent, tant que sa dominance ne sera pas contestée, car le ou les dominés auront appris à leurs dépens les règles comportementales à ne pas transgresser, appris en quelque sorte « la culture » du groupe ou de l'espèce.

Chez l'homme, les mêmes lois ont été à la base des hiérarchies de dominance, depuis le début du néolithique, époque à laquelle il s'est fixé au sol et où l'agriculture et l'élevage lui ont permis d'éviter la famine, de ne plus craindre pour son bien-être biologique immédiat en stockant des réserves, objets gratifiants : graines et bétail sur pied. La spécialisation professionnelle a suivi et un organisme plus complexe que le clan primitif fit son apparition, la société urbaine. La transformation, pour se réaliser, mit des millénaires pendant lesquels des groupes humains, moins technicisés mais constitués de chasseurs, sachant donc encore se servir d'armes, colonisèrent ces groupes néolithiques pour profiter des avantages de leur évolution technique.

L'accroissement démographique qui résulta de cette évolution « économique » poussa ces groupes, devenus hiérarchisés (chef, guerriers, artisans, paysans) à aller conquérir ailleurs les territoires pouvant accroître leurs ressources. La notion de propriété personnelle ou de groupe de biens gratifiants que beaucoup de préhistoriens font commencer à cette période de l'histoire humaine, vers 6000 ans avant l'ère chrétienne, vit l'apparition de la criminalité interindividuelle et interétatique, autrement dit de la guerre. Quand la survie immédiate du groupe dans un environnement hostile est la motivation fondamentale, la coopération est plus indispensable que le crime.

Le cerveau humain conféra à l'établissement des hiérarchies et aux moyens d'établir les dominances des caractéristiques spécifiques. Seule à être capable d'associer les expériences passées de façon originale - grâce à certaines zones associatives corticales - dans un « imaginaire », capable donc de réaliser des hypothèses de travail et de créer des formes neuves en transformant d'abord la matière puis, récemment, l'énergie, l'espèce put se protéger de mieux en mieux, en comprenant de mieux en mieux les lois du monde inanimé.

Le langage parlé puis l'écriture conséquences ... de l'évolution ... de ce cerveau imaginant - permirent aux générations de transmettre dans le temps leurs expériences de vie accumulées d'abord très lentement puis de façon de plus en plus rapide et sophistiquée jusqu'aux moyens de communication moderne qui contractent le temps, c'est-à-dire aussi l'espace.

Les « cultures » s'établirent, puis évoluèrent, au même rythme que celui de l'évolution technique. Car ce fut dès lors cette dernière qui permit la création de biens marchands, échangeables avec des groupes humains de plus en plus éloignés géographiquement. La découverte des grandes lois du monde inanimé, source de production de marchandises plus nombreuses et plus variées, d'armes plus

efficaces pour la conquête de nouveaux territoires à exploiter, fut le moyen essentiel de l'établissement des dominances entre les peuples.

Au niveau du groupe, le pouvoir aristocratique, celui du guerrier, fut remplacé par celui du bourgeois, détenteur des moyens de production et d'échanges, pour aboutir à celui du technocrate qui invente les machines à produire et du bureaucrate qui gère les rapports de production.

Ainsi, les moyens ont pu changer mais la finalité est restée la même : l'établissement des dominances pour l'obtention des biens gratifiants dont l'image idéale que l'individu se fait de lui-même n'est pas le moindre. Le seul progrès a été celui accompli dans les sciences physiques. En ce qui concerne le monde vivant et, particulièrement, le monde qui vit en nous, nous n'avons pas évolué depuis le début du néolithique. La biologie vient à peine de naître, celle de notre système nerveux en particulier, système qui s'exprime par nos comportements.

Pendant tout ce temps, les hommes parlaient. Plongés dès le début dans un univers incompréhensible et angoissant, car ils n'avaient pas de règles pour agir, ils ont fait des efforts remarquables pour y mettre un ordre cohérent, qui les conduisit de la découverte du feu à celle de l'atome. Persuadés d'être des sujets à part dans ce monde, du fait de ce qu'ils appelaient « leur conscience réfléchie », leur croyance en leur liberté, il a fallu – pour cacher leur angoisse provenant du déficit informationnel, et leur interdisant l'action efficace – qu'ils inventent des lois, des règles leur dictant leurs actions : ce furent les mythes, les religions, les morales, les lois étatiques.

Dès lors, n'ayant plus à se poser de questions sur ce qu'ils devaient faire, leur angoisse fut partiellement occultée. Il demeurait cependant une angoisse fondamentale, non pas celle de leur liberté qui n'existait que dans leur imagination, mais qui validait la responsabilité, celle plutôt résultant de leur ignorance – surtout en face de la mort.

Ainsi, les « cultures », aussi variées que les espaces, aussi nombreuses que les années, essayant de se fixer dans des langages, n'ont rempli qu'une seule fonction : coordonner l'action des individus au sein d'un groupe humain, en d'autres termes pérenniser la structure du groupe. Mais nous avons dit pourquoi et comment cette structure avait toujours été, depuis le néolithique et dans les régions tempérées du globe, une structure hiérarchique de dominance. Le langage fut cependant un splendide moyen de communication, et, parlant, un remarquable moyen d'action. Par lui, à travers lui, on pouvait influencer l'action de l'autre, la rendre favorable à notre projet gratifiant. Par lui, l'inhibition de l'action pouvait être traitée, l'angoisse résultant de cette inhibition pouvait disparaître, l'équilibre biologique être établi. En conséquence, l'agressivité interindividuelle, seul recours de celui qui ne peut se faire entendre, diminuait.

Si, comme toutes les statistiques mondiales le prouvent, la criminalité interindividuelle a considérablement diminué au cours des derniers siècles, malgré ce que les masses-médias tentent de nous faire croire, c'est peut-être parce que l'alphabétisation et l'utilisation du langage se sont généralisées à tel point que, comme le sociologue J. M. Bessette l'a montré par des statistiques sérieuses, le crime est encore l'apanage de ceux qui ne savent pas s'exprimer, qui savent mal dire ce qu'ils ont à dire.

Mais si le langage est un moyen d'agir pour l'individu, il est pour le groupe social, le plus souvent, un alibi, une excuse à la violence. Le discours logique a toujours fourni de « bonnes » raisons pour défendre une « bonne » cause par la guerre, le génocide, la torture. Le langage a toujours permis d'absoudre la raison d'Etat. En passant d'un niveau d'organisation interindividuel à un autre, celui de l'Etat, le même moyen - le langage - change de finalité.

Or, cette structure, impalpable, abstraite, qu'est l'Etat ne représente que l'institutionnalisation, dans des lois, des rapports hiérarchiques de dominances entre les individus qui en font partie. Si l'individu ne peut transgresser certaines règles prévues d'avance pour accomplir un meurtre, l'Etat, en revanche, a tous les droits pour tuer, soit à l'intérieur du groupe pour maintenir les règles d'établissement des hiérarchies de dominance, soit à l'extérieur contre un autre Etat qui tente d'établir sur lui sa dominance, ou sur lequel, au contraire, il veut établir la sienne.

Ainsi, ce n'est pas tant la culture ou la criminalité et leurs rapports qui paraissent devoir être objets d'étude, mais la finalité des groupes sociaux et les mécanismes nerveux centraux qui, chez les individus, permettent l'établissement des relations entre eux, l'établissement des dominances en fonction de cette finalité. Il est probable que l'empressement que manifestent les masses-médias à nous tenir au courant des crimes interindividuels ne fait que répondre aux besoins des Etats de faire oublier les leurs et de créer une angoisse, projetant le « citoyen » dans leurs bras. Or, ces bras sont l'armée et la police qui protègent les biens et les personnes selon un ensemble de règles caractérisant une « culture ». Laquelle est toujours celle des dominants, c'est-à-dire de ceux soumis à la finalité du système parce qu'ils en bénéficient.

Le problème des immigrés est un exemple. Quand la production de marchandises a besoin de leurs bras, car les machines n'ont point encore remplacé complètement l'Homme dans ses activités les plus « thermodynamique », on est bien content de les trouver. Mais quand l'information permet de découvrir les machines capables de fournir ce travail mécanique et que le chômage augmente en conséquence, ces immigrés viennent soustraire le travail mécanique résiduel au citoyen. Ils viennent lui voler ce bien gratifiant qu'est le travail rémunérateur : il faut se débarrasser d'eux. Le choc culturel souvent invoqué paraît alors secondaire.

Nos immigrés sont-ils plus criminels que nous, indigènes ? Ils auraient toutes les raisons de l'être : l'impossibilité d'utiliser pleinement le même langage, donc d'agir sur l'autre par ce moyen, l'impossibilité d'avoir une image idéale d'eux-mêmes pouvant rivaliser avec celle de l'autochtone, même si celui-ci est situé au bas de l'échelle sociale, la soumission qui en résulte, non à des lois, à une « culture », mais surtout à une dominance s'exprimant par un ensemble de comportements d'exclusion et de mépris chez l'autochtone. En période de crise économique, l'immigré devient le bouc émissaire, car il faut que le groupe social trouve, en dehors de lui, un responsable à ses malheurs, un être « différent ».

Le crime épisodique, interindividuel, ne peut se comparer, en ce qui concerne le nombre de ses victimes, aux accidents de la route, aux crimes routiers, qui eux sont normaux, sont « sains », pourrait-on dire, puisque résultant de l'expansion économique. Mais, cependant, c'est de ce type de crime que l'on parle. Il permet aux individus du groupe de se reconnaître comme appartenant à la race des élus ou des seigneurs. En rejetant le criminel à l'extérieur, il assure sa cohésion par l'image flatteuse que chacun de ses membres se fait de lui-même du fait de l'appartenance au groupe. « Mais il n'est pas de méchants, il n'est que des souffrants » (Fernand Gregh).

Si les facteurs de cette souffrance sont innombrables chez le criminel, ils peuvent tous s'inscrire dans une grande loi biologique : l'inhibition de son action gratifiante. Nous pensons avoir apporté au cours de ces dernières années un nombre suffisant de preuves expérimentales que cette réalité englobe toute la pathologie, y compris celle des comportements. La violence interindividuelle est celle des êtres que l'on n'entend pas, dont la voix se perd dans le bruit de fond de la socio-culture, ceux pour lesquels la violence ultime peut-être le suicide, toléré par elle, car ses armes arrivent généralement trop tard pour

l'interdire et que la cohésion du groupe n'en est pas compromise. Mais une telle affirmation exige, pour être démontrée, que l'on parte de la molécule pour terminer l'étude au niveau de l'espèce.

En réalité, chaque spécialiste a étudié la violence et en a décrit les « causes » au seul niveau d'organisation envisagé par sa spécialité. Le politique, l'économiste, le sociologue, l'anthropologue, le psychologue, le psychiatre, le philosophe, mais aussi, plus récemment, l'éthologiste, le behavioriste, le neuro-physiologiste, le biochimiste en fournissent d'excellentes raisons explicatives, dans un système de causalité linéaire dépassé. Il est temps de réunir ces documents dans un « système » cohérent, par niveaux d'organisation, englobants et englobés, mais qui doit tenir compte de l'instrument indispensable à l'expression de la violence - le système nerveux humain - et de ce que nous savons déjà de sa structure, biochimique, anatomique et fonctionnelle, quand cette structure est placée en situation sociale. L'histoire même de l'espèce est nécessaire à la compréhension du problème. Nous devons aussi éviter toute solution facile, d'innéité, d'« essence » de l'homme, d'instincts, qui sont toujours là, suivant l'idéologie qui anime le discours (c'est-à-dire l'expression de l'inconscient automatisé dans une « culture ») pour fournir un alibi à la violence étatique, une excuse ou une condamnation à la violence individuelle.

Mais il est essentiel, à notre avis, de ne pas mélanger les niveaux d'organisation. Chacun de ces niveaux possède sa structure propre qui ne doit pas être plaquée par analogie sur le niveau sus- ou sous-jacent. On doit avant tout comprendre quels sont les liens, structurels et fonctionnels, qui les unissent, en se méfiant de chosifier les mots. On peut toucher son père, son frère, ses amis, mais on ne peut toucher la famille, l'Etat, la patrie, qui ne sont pas des choses, mais des concepts abstraits personnifiant une structure.

Or, une structure consiste dans l'ensemble des relations existant entre les éléments d'un ensemble et une relation ne se touche pas. Elle n'est ni matière, ni énergie, elle est information, mise en forme. C'est ainsi qu'une « nation » peut se comprendre comme une structure, un ensemble de relations unissant les individus vivant dans un espace géoclimatique particulier, individus qui au cours des siècles ont inventé une « culture », c'est-à-dire une langue et un comportement efficace dans cet espace. Mais au lieu de permettre à cette structure « régionale » de décider elle-même du type de relations, économiques, politiques et culturelles qu'elle entend réaliser avec le système englobant - car l'autarcie régionale n'est plus concevable aujourd'hui - pourquoi lui infliger les règles comportementales du système englobant - l'Etat - expression, nous l'avons dit, d'une structure hiérarchique de dominance, aristocratique, théocratique, bourgeoise, technocratique ou bureaucratique? Pourquoi apprendre aux petits Noirs que leurs ancêtres étaient les Gaulois, au moment où l'on interdisait l'emploi du gaélique aux Bretons ? Il semble bien qu'il faille être profondément régionaliste pour être vraiment internationaliste, être citoyen du monde, de même qu'il faut être profondément individualiste pour admettre que l'autre est différent.